

LES PALESTINIENS DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS*

L'opération « Paix pour la Galilée » visait trois buts : en jouant du confessionnalisme libanais, Israël tentait d'achever l'éclatement du Liban¹, le repli du Chouf, après qu'Israël ait armé les deux parties, illustre de la façon la plus obvie cette politique. Mais, l'aspect palestinien de cette guerre en constituait le premier enjeu, soit détruire l'OLP comme vecteur unitaire du nationalisme palestinien par l'éclatement de son appareil politico-militaire de l'extérieur ; dans un deuxième temps, Israël comptait sur un anéantissement de toute résistance nationale à l'intérieur des territoires occupés pour y activer une politique d'annexion.

Si la dissidence au sein du Fath parvient à renverser la direction de l'OLP sous la présidence de Yasser Arafat, Israël aura mené à bien le premier volet de cette guerre contre les Palestiniens. En coupant de leurs bases populaires majoritairement restées au Liban les forces palestiniennes, en les faisant éclater entre les divers pays arabes, Israël livrait pertinemment la direction de l'OLP à la Syrie, par le biais du retour inévitable de ses combattants dans la Beqaa. En faisant échouer les nombreuses initiatives de paix d'Arafat (qui se soumet aux résolutions de l'ONU avec l'acceptation du plan Brejnev et de la résolution de Fès, soumission réaffirmée lors de la récente conférence internationale de Genève), dans le silence complice d'étranger, ces faits sont aujourd'hui

* Texte rédigé à la fin du mois d'octobre.

1. Oded Yinon, « Stratégie pour Israël dans les années 80 », trad. in *Revue d'études palestiniennes*, n° 5, automne 1982, p. 73-83.

des États-Unis qui n'opèrent aucune pression sur leur allié, Israël faisait le lit des dissidents, prompts à dénoncer l'inanité de toute démarche politique jamais payée de retour et décidés à ne recourir désormais qu'à la lutte armée pour libérer toute la Palestine ; de telles proclamations, faites depuis le giron de la Syrie, ne sauraient constituer une menace pour Israël, la Syrie ayant empêché toute action armée au travers de ses lignes depuis des lustres.

L'opération « Paix pour la Galilée » ne peut se comprendre qu'en ayant présente à l'esprit la politique israélienne dans les territoires occupés. Tandis que se mettent en place les structures d'une société d'apartheid, le peuplement des colonies connaît une accélération due à diverses mesures d'encouragement financier et social. À la répression quotidienne multiforme et grandissante, s'ajoute le terrorisme juif des colons qui n'hésitent pas à tirer sur un campus universitaire. L'étouffement économique et social enfin se poursuit. La société palestinienne de l'intérieur vit, ces derniers temps, dans un état permanent de désarroi et d'angoisse collective qui explique les manifestations spectaculaires psychosomatiques de panique qui ont accompagné l'empoisonnement des jeunes filles de Jénine, en avril dernier.

Il s'agissait pour Israël de pousser à son comble ce désarroi pour briser la population de l'intérieur. Un esprit nationaliste a soufflé dans les territoires occupés, symbolisé par le raz-de-marée des listes progressistes lors des élections universitaires de l'automne. Le Conseil national palestinien, en faisant porter désormais tout le poids de la lutte sur le terrain politique, a permis à Israël de pousser à son comble ce désarroi pour briser la population de l'intérieur. Un esprit nationaliste a soufflé dans les territoires occupés, symbolisé par le raz-de-marée des listes progressistes lors des élections universitaires de l'automne. Le Conseil national palestinien, en faisant porter désormais tout le poids de la lutte sur le terrain politique, a permis à Israël de pousser à son comble ce désarroi pour briser la population de l'intérieur.

2. J.F. Legrain, « Le grand Israël en marche », *Esprit*, mai-juin 1983, p. 30-38 ; A. Kapeliouk, « Les objectifs d'une répression accrue », *Le Monde diplomatique*, sept. 1983.

terrain politique dans les territoires occupés, répondait aux vœux de la population et galvanisait les esprits. Mais là encore, face à l'intransigeance israélienne et dans l'angoisse face aux luttes fratricides de la Beqaa, la population de l'intérieur a vacillé dans son unité. Malgré un soutien massif apporté à Yasser Arafat, nous assistons depuis le mois de mai à des ébauches d'éclatement des luttes politiques, correspondant d'ailleurs à une nouvelle politique israélienne, sous l'égide de Moshé Arens.

Les camps de Bir Zeit et de Gaza connaissent une nouvelle ébullition islamiste. À Gaza, les islamistes, armés de couteaux et de bâtons, attaquent, le 21 mai, avec l'aide des vigiles de l'université, des professeurs et des étudiants nationalistes en grève suite au refus de l'administration d'entériner leur victoire aux élections syndicales, boycottées par le bloc islamique. Le 4 juin, à Bir Zeit, une centaine d'islamistes (dont une bonne partie arrive de Gaza et d'Hébron, sans encombre, par camions) attaque les nationalistes majoritaires, tout en s'en prenant au vice-président chrétien de l'université, coupable d'avoir toléré sur le campus un concert rock. Le campus est saccagé, de nombreux étudiants sont blessés et l'université ferme ses portes. Une fois de plus³, les islamistes minoritaires mais néanmoins puissants en temps de crise, ont réussi à paralyser les institutions. Sans programme politique précis, ils s'opposent à toute forme d'occidentalisation, avec la barbe et le foulard pour étendard. Se targuant d'être les véritables ennemis du sionisme, ils accusent l'OLP de bafouer Dieu en érigeant, à sa place, le nationalisme.

3. A. Kapeliouk, « Le regain islamique chez les Arabes d'Israël et des territoires occupés », *Le Monde diplomatique*, août 1983 ; M. Fasheh, « Political islam in the West Bank », *Merop Reports*, février 1982.

La menace d'éclatement la plus grave, cependant, répond à une nouvelle politique israélienne dans les territoires occupés, préconisée par le successeur de M. Ariel Sharon. Contrairement à celui-ci, M. Moshé Arens a institué pour pivot de sa politique, non pas les lignes de villages, mais certaines élites urbaines. Le général Benjamin Ben Eliezer a été chargé de la mise en œuvre de cette politique en devenant, le 13 juillet, « coordinateur des affaires de Judée-Samarie », après avoir été gouverneur militaire de Cisjordanie de 1976 à 1980. D'entrée en jeu, il n'a pas hésité à qualifier les ligues d'« insignifiantes » et de « simples collabos » (*Jerusalem Post*, 22.07.83), préconisant une réduction sensible de leur budget et leur éventuel désarmement. Le général Shlomo Iliya, chef de l'administration civile, avait déjà inauguré cette politique dès le mois d'avril, en interdisant jusqu'au dernier moment la participation des ligues à un dialogue israélo-palestinien organisé en Israël. Il n'a pas hésité non plus à destituer le président de la ligue d'Hébron et à l'arrêter pour détournement de fonds, de même qu'il a réduit l'armement de la milice. Tout récemment encore, le général Iliya a tout fait pour empêcher l'émergence d'un parti politique issu des ligues, le « Parti démocratique de la paix » qui vient tout juste de présenter son programme. Le déclin des ligues semble dorénavant inexorable. Le 2 septembre, par exemple, leur organe, *al-Mira*, suspend sa parution faute de moyens financiers ; le surlendemain, M. Moustafa Dudine, président de la Confédération des ligues, et son très influent frère Muhammed Dudine présentent leur démission⁴.

Le général Ben Eliezer compte,

4. Sur les ligues, voir l'article de Selim Tamari, in *Revue d'études palestiniennes*, automne 1983.

quant à lui, s'appuyer sur les milieux palestiniens urbains. Préconisant la suppression de l'administration civile, il compte donner un maximum d'autonomie et de responsabilités, au niveau local, aux Palestiniens eux-mêmes. Restaurer des Palestiniens à la tête des municipalités constituerait pour lui une priorité qu'il compte réaliser en puisant dans les milieux réticents à l'OLP, habituellement désignés comme « pro-jordanien », jeunes diplômés et hommes d'affaires de la bourgeoisie urbaine plutôt que leaders traditionnels (*Jerusalem Post*, 17.06 et 22, 29.07.83). Écartant les leaders authentiquement nationalistes, Israël viserait ainsi, tout en améliorant le sort des populations, à intégrer leurs rouages administratifs à leur projet d'annexion.

Cette politique de contacts avec les élites urbaines semble trouver du répondant, encore que rien ne soit très clair. On assiste depuis le mois de mai, en tout cas, à une succession de rencontres entre les autorités israéliennes et diverses personnalités politiques, religieuses, industrielles et académiques des territoires occupés. Le maire de Beit Sahour (près de Bethléem) a inauguré, le 12 mai, ces contacts avec l'administration civile. M. Hanna al-Attrache a reçu officiellement, ce jour-là, dans sa mairie le général Shlomo Iliya accompagné de cinq officiers supérieurs. « En tant que chef de l'administration civile, je suis venu afin d'améliorer vos conditions de vie et entendre vos requêtes individuelles et collectives », a déclaré le général en donnant un chèque à la municipalité. M. Attrache s'est expliqué en arguant du fait qu'« une municipalité ne peut fonctionner dans le vide, sans avoir d'appui », tout en faisant la différence entre « coopération et collaboration » (*al-Fajr Weekly*, 20.05.83).

Les mêmes raisons « économiques » sont alléguées à Naplouse par

le président de la Chambre de commerce, M. Zafir al-Masri, qui affirme que le point de vue de la municipalité « diffère du nôtre en ce sens que le conseil municipal, avec M. Bassam Chakaa à sa tête, ne veut pas traiter de ces problèmes séparément. Nous aussi, nous voulons venir à bout du problème de l'occupation mais en ce qui concerne la municipalité, nous voulons alléger la souffrance des gens. Les communiqués ne résolvent pas les problèmes des gens » (*ibid.*, 27.05.83). La mise sur pied d'une délégation échoue pourtant, suite au refus de plusieurs institutions locales de cautionner une entreprise qui, selon elles, viserait à remplacer M. Chakaa sous de fallacieux prétextes. À Ramallah, une trentaine d'hommes d'affaires se mettent d'accord et rencontrent, le 21 juin, Shlomo Iliya, au siège de la municipalité occupée militairement ; Nadim Zaru, ancien maire de Ramallah et ancien ministre jordanien revenu de Amman après 13 ans d'exil, appartient à la délégation. Outre leurs revendications économiques, ils auraient demandé que « soit restauré dans ses fonctions le maire élu Karim Khalaf ou que soient organisées de nouvelles élections », refusant la proposition israélienne d'appointer un comité local chargé d'administrer les affaires municipales (*ibid.*, 01.07.83).

Ces rencontres se multiplient et s'élargissent au mois d'août. Le 7, le ministre de la Défense lui-même, répondant à une demande de six personnalités des milieux intellectuels d'Hébron, se rend au quartier général militaire de cette ville et les reçoit durant trois heures. Le 15 août, le général Iliya, entouré de quinze officiers supérieurs et de sept civils dont le maire israélien désigné d'el-Bireh, rencontre 40 marchands, industriels et entrepreneurs à el-Bireh même. Le 22, Moshé Arens reçoit à Tel Aviv, Eliás Freij, maire de Bethléem, Salman Astal, maire de

Khan Yunis et Hikmat Masri, président de l'université de Naplouse. Le lendemain, Elias Freij, qui avait déjà reçu Shlomo Iliya le 6 juin, accueille dans sa mairie Moshé Arens. Le même jour, la presse israélienne évoque la possibilité de nommer aux postes de maires des grandes villes palestiniennes diverses personnalités projordanienues, Zafir Masri à Naplouse, Nadim Zaru à Ramallah, Wadih Jaabari à Hébron ; on parle aussi de confier des responsabilités à un Nussaybé à Jérusalem. On retrouve ainsi les grands noms de diverses délégations de ces jours.

L'émergence de ces personnalités, habituellement présentées comme projordanienues, pose la question du rôle de la Jordanie. Il semble en effet difficile qu'un phénomène d'une telle ampleur puisse se produire sans consultation de Amman. Faut-il pour autant en conclure que la Jordanie préconise une nouvelle politique face à l'OLP et Israël ?

Certes, les concertations avec l'administration israélienne interviennent quelques semaines seulement après la rupture des pourparlers entre le roi Hussein et l'OLP, le 10 avril. Côté jordanien, l'OLP en a été rendue responsable, ainsi que les États-Unis qui ne se sont pas décidés à faire pression sur Israël pour signifier leurs acceptation d'un éventuel compromis par un arrêt de la colonisation. Très vite pourtant, les Palestiniens de l'intérieur ont eu conscience qu'ils « payaient » la rupture par la limitation draconienne de la part de la Jordanie des passages sur le Jourdain. Les divers comités conjoints ont vu quant à eux leurs activités quasiment gelées.

Il serait donc plausible que la Jordanie profite des difficultés de l'OLP pour se réintroduire en force dans le jeu politique de la région. Une telle hypothèse, pourtant, va à l'encontre de toute la politique jordanienne depuis 1974, date à laquelle

le roi Hussein et ses pairs arabes ont reconnu l'OLP comme unique représentant légitime du peuple palestinien, politique réaffirmée par son refus de s'intégrer au processus de Camp David, puis lors de la rupture des pourparlers. Il est, de plus, inconcevable que la Jordanie puisse se permettre un isolement total dans le monde arabe, inévitable en cas d'accord avec Israël ; un tel isolement la conduirait à la ruine.

Il faut donc chercher d'autres explications. Une nouvelle option politique apparaîtra-t-elle en Cisjordanie, actuellement en rupture à la fois avec l'OLP - les tenants de cette politique n'ayant jamais manifesté d'attachement particulier à la résistance - en même temps qu'avec la Jordanie dans ses options à long terme ? Israël serait décidé à favoriser financièrement et politiquement certains milieux écartés du pouvoir lors des élections de 1976 ; il leur ménagerait ponctuellement un rôle politique joint à des facilités économiques, dans le cadre des luttes d'influence entre grandes familles et tribus palestiniennes. À long terme, pourtant, on voit mal ces familles s'intégrer purement et simplement dans le processus israélien d'annexion. Un homme comme Freij, malgré la tension intermittente de ses relations avec l'OLP, n'a jamais fait mystère de sa volonté de se libérer de l'occupation. L'avenir dévoilera sans doute les intentions profondes de ces personnalités dans leur démarches des dernières semaines, démarches qui, pour l'heure, ne rencontrent le soutien que d'une mince couche de la population palestinienne. Il s'agit de gros commerçants et d'industriels, auxquels s'ajoute une partie de la grande bourgeoisie universitaire.

La majorité de la population palestinienne rejette clairement cette réapparition de ceux qu'elle considère comme partisans du roi Hussein « le maudit ». Devant la dissi-

dence, elle n'a pas hésité à clamer haut et fort son attachement à l'intégrité et à l'indépendance de l'OLP derrière son président, Yasser Arafat. Au cas où ces gens accepteraient de remplacer les maires destitués, il faudrait à n'en pas douter s'attendre à une explosion de colère populaire. Le peuple palestinien de l'intérieur, tout en cherchant à améliorer son sort sous occupation israélienne, n'est pas prêt à le payer de l'abandon de son vœu le plus cher, la création de son propre État.

J.F.L.